



«On fragilise les enseignants, donc ils ont plus tendance à accepter la subordination»

Dans «Enseignants, les nouveaux prolétaires», le docteur en sciences de l'éducation Frédéric Grimaud démontre le lien entre le nouveau management public et l'affaiblissement social du métier de professeur.

La rentrée des classes est un temps fort pour l'éducation nationale mais les évolutions s'y s'opèrent souvent à bas bruit. Un changement dans le statut des directeurs par-ci. Un moindre pouvoir des syndicats sur les carrières par-là. A chaque fois, une poignée d'enseignants et de syndicalistes s'insurgent, tentent de résister, mais l'opinion y prête peu d'attention. Trop technique, pas assez spectaculaire. Dans *Enseignants, les nouveaux prolétaires : le taylorisme à l'école* (ESF Sciences humaines), Frédéric Grimaud, docteur en sciences de l'éducation et professeur des écoles, montre avec brio comment, petit à petit, le métier de professeur se transforme, résultat notamment d'une casse du collectif et d'une inflation de réformes et d'injonctions. A quelques jours de la rentrée scolaire et en pleine incertitude politique, il revient sur ce délitement de la fonction.

En quoi les enseignants sont-ils en cours de prolétarisation ?

Ce qui signe la prolétarisation, c'est la grande subordination à la tâche. De plus en plus, les outils sont imposés aux enseignants et le travail est très prescrit. Il y a une perte de l'expertise professionnelle. La deuxième étape, c'est l'arrivée du nouveau management public, autrement dit l'importation dans la fonction publique des normes de travail du secteur privé et la gestion par des indicateurs chiffrés. Chez Ford, on peut comprendre qu'ils veuillent produire plus de bagnoles ; nous, on n'a pas cet objectif de rendement. Ça frotte avec la culture professionnelle des agents. Et ça technicise le travail, qui devrait plutôt être organisé autour de valeurs. Or, plus c'est technique, moins c'est politique.

Un homme a, selon vous, achevé d'instaurer le taylorisme à l'école : Jean-Michel Blanquer. Pourquoi ?

Jean-Michel Blanquer est un vrai militant politique de cette manière managériale de concevoir l'organisation du travail. Prenez cette idée de l'école des fondamentaux : c'est une façon de réduire les attendus scolaires. Lire, écrire, compter, c'est ce qu'il faut de minimum pour les enfants d'ouvriers. Ça nécessite moins de compétences professionnelles, donc c'est plus facile de recruter des contractuels que dans une école qui aurait l'ambition de faire accéder à l'ensemble de la culture. Blanquer était là au bon moment, en négociant la sortie du virage libéral dans l'école. Il a laissé une autoroute à Attal et Belloubet.

En misant sur les fondamentaux, l'idée était

d'élever le niveau des élèves en français et en mathématiques. N'est-ce pas une bonne chose ?

Toute la novlangue du nouveau management public est séduisante, on parle de compétences, de projets, d'innovations. Qui est contre ça ? Mais ça nous empêche de penser négativement le rapport de subordination au travail. Par exemple, vous signez le pacte [*un engagement à assurer des missions supplémentaires, moyennant des primes supplémentaires, ndlr*] pour devenir innovant et augmenter vos compétences. Pour pouvoir imposer ça à une profession, il faut avoir avant cassé ses codes, ses valeurs, sinon tout le monde refuse. On fragilise les gens, donc ils ont plus tendance à accepter des formes de subordination.

Gabriel Attal s'est montré très actif pendant les quelques mois qu'il a passés rue de Grenelle. Ses décisions ont-elles accentué la prolétarianisation des enseignants ?

Oui, totalement. Dans sa réforme du « choc des savoirs », il a mis tous les ingrédients qui vont dans le sens d'une baisse d'autonomie procédurale des professeurs : les manuels labellisés, la généralisation des évaluations, la refonte des programmes...

Le NFP, s'il arrivait au gouvernement, pourrait-il changer la donne ?

Ils proposent de revenir sur le choc des savoirs, donc oui. Mais si un super nouveau gouvernement de gauche arrive et met en place de nouveaux programmes, même s'ils sont plutôt sympas, il faudra encore tout rechanger, or les enseignants ont besoin de souffler. Ce serait bien qu'ils vivent deux ou trois ans sans une avalanche de réformes sur l'organisation de leur travail.

Les enseignants sont de moins en moins syndiqués et mobilisés. Liez-vous directement cette situation au processus de taylorisation que vous décrivez ?

Oui, et pas que moi. Karl Marx parlait de puissance sociale : parce qu'on est qualifié pour le travail que l'on fait, on a des compétences professionnelles et on devient socialement puissant. Or, les professions qui savent le mieux organiser le rapport de force sont celles socialement puissantes. Mais

tout le nouveau management public et la taylorisation du travail nous font perdre de l'expertise professionnelle, donc nous affaiblissent socialement. En éclatant le collectif, on empêche les travailleurs de résister collectivement. Taylor s'en était aperçu, il disait : si on met deux ouvriers côte à côte, ils vont discuter de leurs conditions de travail et les contester.

En individualisant le métier, les dirigeants parviennent peut-être à mieux « mater » les enseignants, mais cela contribue aussi à la crise d'attractivité. Or c'est un problème pour le gouvernement...

Si on regarde les endroits où il y a des contractuels, donc des non-fonctionnaires moins bien formés, moins bien payés, ce n'est jamais dans les établissements de la bourgeoisie. Donc ce n'est pas un problème, puisque ça va être un problème pour les gosses des classes populaires.

Vous dénoncez une « marchandisation de l'école » mais aussi sa « marchandisation ». De quoi s'agit-il ?

C'est l'idée qu'il ne s'agit pas seulement de la marchandiser, mais de la mettre au service du patronat. C'est ce qui s'est passé avec les réformes des lycées professionnels : on supprime une année de formation, on enlève les contenus disciplinaires qui ne sont pas ceux de l'enseignement technique, on fait des stages rémunérés à très bas coût.

L'objectif, à terme, est de privatiser un maximum de services publics, à commencer par l'université. Mais c'est encore difficile de privatiser l'école et la santé et c'est là que le nouveau management public intervient : si on ne peut pas tout privatiser, il faut faire fonctionner le public comme une entreprise. Blanquer le décrit très bien dans son livre de 2016, *l'Ecole de demain* : il dit que chaque établissement scolaire doit devenir une petite entreprise avec à sa tête un « patron ».

Votre livre se termine par un appel à la résistance. Comment les enseignants peuvent-ils empêcher le déploiement de ce nouveau management public ?

Il faut que les parents, les politiques, les chercheurs, les syndicats arrivent à créer un mouvement collectif pour refuser le bac Blanquer et Parcoursup au lycée, les groupes de niveau au collège et, à l'école élémentaire, les évaluations, les nouveaux programmes et les manuels labellisés. Je sais bien que les gens qui vont désobéir vont se faire laminer, donc s'il y a des désobéissances, il faut qu'elles soient les plus collectives possible, que le refus se fasse dans un même mouvement avec l'ensemble de la société civile.



Lors d'une manifestation
d'enseignants de Seine-Saint-De-

nis, à Paris le 2 avril. Photo Ava du
Parc

Recueilli par Elsa Maudet

